

Ecrit par le 4 juillet 2024

Vaucluse, Débat des législatives, qui aura transformé l'essai pour vous donner envie de voter ?



Les cinq candidats en lice pour les élections législatives ont débattu des enjeux politiques du Vaucluse. Objectif ? Inciter les Vauclusiens à aller voter les dimanches 12 et 19 juin prochains. Ceux qui seront élus demain, sauront-ils travailler ensemble, aller dans la même direction, dans l'intérêt des vauclusiens ? Les cinq candidats avaient moins d'une heure pour convaincre. Les thèmes abordés ? Le pouvoir d'achat, la santé de proximité, la retraite et l'agriculture.

Ecrit par le 4 juillet 2024

Dans 10 jours plus de 400 000 vauclusiens seront appelés aux urnes pour choisir entre 57 candidats et leurs suppléants. Sur le grill ? Cinq candidats issus de 5 formations politiques pour 5 circonscriptions du département.



Thomas Hirsch et Daniel Morin animaient le débat des législatives au Théâtre du Balcon à Avignon, jeudi 2 juin de 18h à 19h.

C'était à l'occasion d'une émission radio sur France Bleu Vaucluse en partenariat avec le quotidien La Provence et France 3 Méditerranée (© Mireille Hurlin / L'Echo du Mardi)

Qui sont-ils ?

Farid Faryssy, avocat à Avignon, candidat Nupes (ex La France insoumise et dorénavant la Nouvelle union populaire écologique et sociale, pour la première circonscription : Avignon et le Pontet. Sa suppléante est Mathilde Caillé.

Ecrit par le 4 juillet 2024

Stanislas Rigault, chargé de mission auprès de l'Institut de formation politique Paris, candidat Reconquête -le parti d'Eric Zemmour- à la 2^e circonscription : Bonnieux, Cadenet, Isle-sur-la-Sorgue et Cavaillon. Sa suppléante Marion Maréchal-Le Pen.

Hervé de Lépinau, avocat, conseiller municipal d'opposition à Carpentras, candidat Rassemblement National pour la 3^e circonscription : Bédarrides, Carpentras Sud, Pernes-les-Fontaines. Sa suppléante est Fanny Lauzen-Jeudy.

Violaine Richard, Conseillère régionale à la Région Sud. Secrétaire général de [Unitel group](#) (service et conseil informatiques), candidate La République en marche devenue Ensemble pour la 4^e circonscription : Bollène, Beaumes-de-Venise, Bollène, Malaucène, Orange, Vaison-la-Romaine et Valréas. Son suppléant est Jérôme Bouletin.

Julien Aubert, énarque, haut fonctionnaire, député (depuis 2012). Se présente sur la 5^e circonscription : Apt, Carpentras nord, Gordes, Mormoiron, Pertuis et sault.

Ecrit par le 4 juillet 2024



Studieux avant d'entrer dans l'arène, de gauche à droite : Farid Faryssy, Stanislas Rigault, Hervé de Lépinau, Violaine Richard et Julien Aubert (© Mireille Hurlin / L'Echo du Mardi)

Comment le débat a commencé

Daniel Morin : Vous, candidats souhaitez-vous une large majorité pour le président de la République dans l'hémicycle ou une cohabitation ?

A cette question Violaine Richard a répondu « vouloir cette majorité pour porter haut les valeurs de la République. » Julien Aubert a évoqué «une longue traversée du désert des rendez-vous démocratiques, sans pouvoir changer les décisions qui seront prises. Votez pour Les républicains pour être sûrs qu'une majorité relative tende vers la droite.»

Thomas Hirsch : Les Français veulent-ils plus un programme de rupture de continuité, aspirent-ils à l'apaisement ?

« Oui a répondu Farid Faryssy, les Français veulent un programme de rupture avec le Macronisme. Le

Ecrit par le 4 juillet 2024

Macronisme ? Ça a été 5 ans de destruction de la santé, des services publics, à La Poste, au Logement social. Les Français veulent le changement qu'ils n'ont pas pu obtenir lors des élections présidentielles, ils l'auront aux législatives avec un gouvernement de gauche à travers l'Union Populaire.»

Daniel Morin : Se dirige-t-on vers une situation compliquée avec une majorité pas clairement définie, qu'est-ce que cela dit des fractures de notre société ?

Stanislas Rigault : «Jean-Luc Mélenchon a réussi un coup politique en rassemblant un bloc d'extrême gauche qui siègera à l'Assemblée nationale. Avec Eric Zemmour nous regrettons qu'il n'y ait pas eu cette même main tendue de la part de Marine Le Pen. Si nous avions eu cette même stratégie, nous aurions pu viser un groupe plus important à l'Assemblée Nationale.»

Violaine Richard : «Notre formation politique Ensemble est rassemblée dès le début. Ce que je constate ? La politique change vraiment la vie des gens. Le dire c'est lutter contre l'abstention. Le militantisme ? C'est aussi écouter les gens.»

Hervé de Lépinau : «Soyons modestes. La société aujourd'hui est en lambeau sur le plan démocratique. Le Parlement n'a pas fonctionné de manière normale pendant deux ans, les pleins pouvoirs ont été concentrés à l'Élysée. Matignon n'était qu'une courroie de transmission et les Français ont payé la note à la fin. Au plan sanitaire ? Nous avons vécu des restrictions de liberté jamais vues auparavant. Pour pouvoir tenir une Nation, vous la surendettez, ne la rendant plus libre. Cette élection est essentielle pour restaurer le souffle démocratique du pays. Si les Français n'expriment plus leurs inquiétudes ou leurs envies dans les urnes ça peut très mal se terminer dans la rue.»

Ecrit par le 4 juillet 2024



Le public présent au Théâtre du Balcon, devant sa télé, derrière son portable ou son ordinateur aura peut-être fait son choix hier soir (© Mireille Hurlin / L'Echo du Mardi)

Thomas Hirsch : « S'il n'y a pas de majorité au soir du 19 juin, travaillerez-vous ensemble, malgré vos différences, pour soutenir la Nation et le territoire ?

Julien Aubert : «Les élections législatives sont le choix d'un homme ou d'une femme et non d'une étiquette. Il faut voir ce qu'ils ont fait ou veulent faire. Cependant si Emmanuel Macron n'a pas les pleins pouvoirs et s'il est obligé de discuter les textes, comme la réforme des retraites, Les républicains trouveront un point d'équilibre pour le pays.»

Thomas Hirsch : **Comment allez-vous vous y prendre pour ramener les gens vers les urnes et Nupes aura-t-il un avenir au soir du 19 juin ?**

Farid Faryssy : «On souhaite inciter les gens à voter via notre programme. Nous voulons que les députés reprennent leur place dans un Parlement véritablement utile. Je pense que c'est la recomposition de la

Ecrit par le 4 juillet 2024

gauche qui se joue durant ces élections législatives, avec un contrat au gouvernement et une Union populaire. Toutes les conquêtes sociales ont été amenées par la gauche dans notre pays. Nupes sera une majorité de gauche à l'Assemblée.»

Julien Aubert : «Comment voulez-vous faire une transition écologique qui est au cœur de la problématique du pouvoir d'achat et ne pas savoir ce que vous voulez faire sur la transition écologique dont le nucléaire est le principal bateau ?»

Daniel Morin : **Vous candidats, toutes étiquettes confondues, choisirez-vous de vous maintenir, quels que soient les cas de figure, au 2^e tour des élections législatives ?**

Hervé de Lépinau : «On nous annonce une abstention de 50%.»

Julien Aubert : «C'est à chaque candidat qui se présente devant le peuple, d'en décider personnellement.»



Ecrit par le 4 juillet 2024

(© Mireille Hurlin / L'Echo du Mardi)

Daniel Morin pour Stanilas Rigault et Hervé de Lépinau, « votre point commun est d'avoir ou d'avoir eu comme suppléante Marion Maréchal-Le Pen. Elle dit qu'elle ne comprend pas pourquoi vous vous tirez des balles dans le pied. Est-ce qu'au second tour vous vous retrouveriez pour vous soutenir ? »

Stanilas Rigault : « Nous l'avons fait pour les élections présidentielles, Jordan Bardella l'avait aussi donné pour consigne. »

Hervé de Lépinau : « Au 1^{er} tour on choisit, au second on élimine. Nous aurons capacité à nous retrouver. »

Thomas Hirsch : « Nous avons des frontières administratives sur le territoire qui ne ressemblent plus à la réalité des bassins de vie. Économiquement et politiquement ne devrions-nous pas nous ouvrir davantage sur le nord-des-Bouches-du-Rhône, vers le Gard Rhodanien, pour arriver à mieux fédérer et voir aboutir des projets ? »

Violaine Richard : « Les frontières administratives sont globalement illisibles pour beaucoup. Les découpages administratifs et électoraux sont issus de calculs compliqués. Oui, travailler ensemble me semble indispensable, c'est aussi un élément de la compréhension de la démocratie. »

Alain de Vecchis de l' Afoc (Association FO des consommateurs) Vaucluse interroge : « Depuis l'installation de l'euro le pouvoir d'achat s'érode chaque année. Aujourd'hui l'inflation atteint +5,2% et l'on prévoit +8% à la fin de cette année. Quelles mesures prendrez-vous face à l'inflation ? Allez-vous indexer les salaires et surtout les retraites sur l'indice de l'inflation ? »

Stanilas Rigault : « On sort de deux grandes crises, La pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine. Il ne faut pas répondre à ces grandes questions dans l'urgence. Le problème du pouvoir d'achat pré-existait avant ces deux crises. Notre logique ? Taxer moins et baisser les impôts, comme par exemple la CSG pour permettre un 13^e mois aux français. »

Hervé de Lépinau : « Nos mesures concrètes ? Nous avons déjà annoncé ramener la TVA sur l'énergie et les carburants de 20 à 5,5%. Nous proposons un panier de 100 produits de base qui seraient dispensés de TVA pour redonner un coup de pouce au pouvoir d'achat. J'observe que nous n'avons jamais payé autant d'impôts. Nous sommes le pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement) le plus taxé et notre pouvoir d'achat ne s'est jamais autant dégradé. La vraie question ? Où va l'argent ? Nous allons retracer le flux de l'argent public pour le savoir. »

Julien Aubert : « Je suis pour l'indexation des retraites et des salaires sur l'inflation, en même temps, il faut être sûr que les entreprises puissent encaisser ces hausses de salaires et obtenir concomitamment des baisses de charges accompagnées. Il faut également restaurer le travail car le pouvoir d'achat est la conséquence du travail, en récompensant ceux qui travaillent, en redonnant de l'attractivité aux secteurs

Ecrit par le 4 juillet 2024

en tension, en faisant un effort sur les rémunérations. Nous devons mener une réflexion plus large sur les revenus d'actif et d'inactivité.

Violaine Richard : «En France l'inflation est de 5,2% c'est trop et beaucoup trop pour les plus modestes, en Allemagne, elle est à 8%. Ce qu'on fera ? Une indexation des retraites sur l'inflation et une retraite minimale à 1 100€. Les modalités ? Le Parlement en débattrait.»

Farid Faryssy : «Macron a pris aux français pour redonner aux riches. Nous ? Nous bloquerons les prix de 153 produits de première nécessité, également les carburants. Nous souhaitons instaurer la gratuité des quantités d'eau et d'électricité indispensables à la vie digne et la gratuité des cantines. Pour nos jeunes ? Une allocation autonomie de 1063€ qui est le seuil de pauvreté pour leur permettre d'étudier, un Smic à 1 500€ net et la mise en place d'une conférence sociale pour ré-évaluer les salaires.»

Thomas Hirsch : **Logement social, nous avons un dossier départemental avec l'absorption de Vallis Habitat par Grand Delta Habitat**

Hervé de Lépinau «Il y a nécessité à loger les gens mais dans la dignité. Le problème des opérateurs du logement social en Vaucluse ? Ils demandent des permis de construire aux communes -merci la loi Elan et l'obligation de construire 25% de logements sociaux- quand, par ailleurs, l'existant est laissé à l'abandon. Avant de prendre des terres agricoles et de consommer de l'espace, consacrons les moyens pour rénover l'existant et je vous garantis que l'existant sera traité en partie et de manière significative.»

Ecrit par le 4 juillet 2024



(© Mireille Hurlin / L'Echo du Mardi)

Daniel Morin : « Que fait-on de ce projet (Vallis Habitat fusionné avec Grand delta Habitat) ? On le gèle, on le bloque ? On revient en arrière ? On fait des études ?

Hervé de Lépinau : «Il faut en débattre au sein du Conseil Départemental, acteur historique qui risque d'être privé de cette mission. On est sur le problème des masses critiques»

Violaine Richard : «Vous mélangez un sujet national à un sujet départemental. Le dossier a été géré de façon extrêmement rapide. La concertation est nécessaire.»

Farid Faryssy : «Nous sommes contre car cela supprime le seul acteur public, cela donnerait au privé 1 milliard qui est la valeur des logements de Vallis habitat.»

Patrick Bourdillon, assistant régulateur au Samu de Vaucluse, centre hospitalier d'Avignon : « Que ferez-vous pour la santé pour faire fonctionner nos établissements cet été ?»

Ecrit par le 4 juillet 2024

Stanislas Rigault : «15 000 soignants sont empêchés de travailler parce qu'ils ne sont pas vaccinés. Je me battrais pour que ces personnes puissent, de nouveau, exercer.»

Violaine Richard : « Non, parce que la crise Covid n'est pas terminée.»

Julien Aubert : «J'ai voté contre leur licenciement, je me suis battu contre leur suspension, j'ai signé une tribune demandant leur rétablissement il y a trois mois. L'hôpital public est à bout de souffle avec ce type de décision qui prive, en réalité, une partie du système de santé de professionnels. On n'a pas besoin de plus de rapports pour savoir que les hôpitaux vont mal. Si je devais prendre des mesures ? Sur les gardes de nuit, de week-end, donner plus d'attractivité, augmenter les rémunérations et mettre fin à la maîtrise comptable des dépenses de santé qui a nié la notion de service public.»

Hervé de Lépinau : «Je demande qu'on restaure, dans leur dignité, ces soignants. Les services publics, aujourd'hui, sont dégradés. Il y a 30 ans, il y avait un hôpital dans toutes les villes de province de 30 000 habitants. Il y avait une prise en charge, un maillage territorial qui fonctionnait. Il y a des années, Roselyne Bachelot a décidé d'organiser une techno-structure pour essayer de dégager de la rentabilité à l'hôpital. On en voit le résultat aujourd'hui. Ce qui m'effraie ? Le taux de mortalité infantile repart à la hausse en France et des drames se jouent aux urgences à cause du manque de personnel qui vit une pression insupportable. Nous allons vers le clash de l'hôpital, dont l'équipe Macron porte une très importante responsabilité. Lors de la crise sanitaire la mesure phare de Martin Hirsch a été de continuer à fermer des lits d'hôpitaux.»

Farid Faryssy : «Je suis pour la réintégration des soignants. C'est plus de 100 000 médecins qu'il faut recruter parce qu'il y a les départs à la retraite et la problématique du numerus clausus qui bloque l'accès aux études de médecine. Il faut reconstruire les services d'urgence comme celui de Cavaillon qui ferme. 17 500 lits ont été fermés pendant le Covid. Le Ségur de la santé a été une escroquerie. Contrairement à ce qui a été dit, les salaires des soignants n'ont pas été revalorisés.»

Stanislas Rigault : «Ce que je préconise ? Augmenter de 12% les salaires des aides-soignants et infirmiers, recruter 1 000 médecins salariés, sur les 5 ans à venir, par l'État pour combler les déserts médicaux et rétablir les gardes obligatoires des médecins ce qui permettrait des permanences en tous lieux.»

Violaine Richard : «En Vaucluse, on a ouvert 19 maisons de la santé. Ça marche très bien. Les médecins sont contents de travailler ensemble, les patients également et la télémédecine y trouve sa place. On peut aussi y accueillir des spécialistes et les personnes âgées peuvent être soignées en proximité.»

Emmanuel Ventura, postier à Avignon : «**Quel âge de retraite proposez-vous ? Avec combien d'annuités requises pour une retraite à taux plein et avec quel montant de base ?**»

Farid Faryssy : «Nous souhaitons la retraite à 60 ans, avec 40 annuités. Ce qu'il faut savoir ? A 62 ans, 25% des ouvriers décèdent donc, proposer la retraite à 65 ans, comme le fait Violaine Richard, revient à proposer des retraites pour les morts. Le Conseil d'orientation des retraites ne prévoit pas de difficulté jusqu'en 2070 avec une réserve de 150 milliards d'euros. Nous proposons une augmentation de 0,25%

Ecrit par le 4 juillet 2024

par an du taux de cotisation pour les hauts salaires afin que les bas salaires disposent de 1 500€ net.»

Stanilas Rigault : «Nous proposons 64 ans. En 2030 il y aura plus de 2 millions de personnes de plus de 75 ans. S'il y a retraite il y a aussi conditions de vie des retraités. C'est la raison pour laquelle nous voulons construire 400 000 places d'Ehpad (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes). Nous voulons exonérer de la CSG (Contribution sociale généralisée) des plus petites retraites.»

Hervé de Lépinau : «La retraite à 65 ans est un moyen déguisé pour réduire les pensions puisqu'il faudra justifier d'avoir accumulé le nombre de trimestres travaillés pour pouvoir bénéficier d'une retraite pleine. Plus vous retardez le départ à la retraite et plus il sera difficile d'accéder à une retraite pleine. Aujourd'hui le parcours professionnel n'est plus celui des 30 glorieuses. On peut avoir eu des périodes de chômage. La solution la plus juste ? Tenir compte des accidents de la vie pour les revaloriser dans la construction d'une carrière.»

Violaine Richard : «On ne touchera pas au nombre d'annuités. Nous augmenterons progressivement l'âge de la retraite jusqu'à 4 mois par an pour arriver à 65 ans. Ce qui est choquant ? Avoir travaillé toute sa vie et ne pas obtenir une retraite digne. Nous préconisons une retraite minimum à 1 100€ comme nous l'avons fait pour les agriculteurs.»

Julien Aubert : «Ce débat sur l'âge de la retraite est stupide. Il sera normal pour une personne qui a commencé très tôt à travailler et qui a eu un métier difficile de partir à 58 ans. De même une personne qui a fait de longues études et qui n'a pas un métier physiquement compliqué peut travailler au-delà de 65 ans. Nous devrions nous focaliser sur le nombre d'annuités de manière à équilibrer le régime. La pénibilité doit venir pondérer le nombre d'annuités, mais ne rentrons pas dans des grilles car nous n'en sortirions pas. Faisons confiance aux médecins pour évaluer l'état de santé de la personne par rapport à son travail. Ce serait plus respectueux et pragmatique que ces usines à gaz.»

Daniel Morin et Thomas Hirsch : « **Quel avenir pour l'agriculture, l'installation des jeunes agriculteurs ?** »

Stanislas Rigault : «Il y a 50 ans la France accueillait 4 millions d'agriculteurs, aujourd'hui ils sont 400 000. Nous augmenterons la dotation pour les jeunes agriculteurs. Nous exonèrerons de droit de frais de succession les familles qui veulent transmettre leur patrimoine agricole à leurs enfants. Nous plébiscitons les circuits courts.»

Vilaine Richard : « Ce qui est fondamental ? Donner aux agriculteurs tous les moyens de produire en allant vers une transition climatique. Nous travaillons sur le plan sécheresse.»

Julien Aubert : «Tout d'abord abroger le zéro artificialisation qui vitrifie la ruralité. Faire de l'écologie ? Oui à condition qu'elle ne tue pas l'agriculture. Éviter le blocage des prix qui ne permet plus aux agriculteurs de vivre.»

Le débat, une initiative France Bleu Vaucluse avec La Provence et France 3 Méditerranée

Ecrit par le 4 juillet 2024

L'émission radio initiée par France Bleu Vaucluse jeudi 2 juin a été filmée et retransmise en direct depuis le Théâtre du Balcon à Avignon, sur FranceBleuVaucluse.fr et la Provence.com. Aux manettes ? Daniel Morin, rédacteur-en-chef de [France Bleu Vaucluse](https://FranceBleuVaucluse.fr) ; [Thomas Hirsch](https://www.provence.com) directeur départemental de [la Provence](https://www.provence.com), en association avec les caméras de [France 3](https://www.france3.fr) avec [Frédérique Poret](https://www.france3.fr) journaliste [France 3](https://www.france3.fr) [provence-alpes-côte d'azur](https://www.provence-alpes-cote-dazur.com).



(© Mireille Hurlin / L'Echo du Mardi)

Ecrit par le 4 juillet 2024

LE DÉBAT organisé par l'association d'Agroparc et animé par L' Echo du Mardi



Vous avez manqué ce bel exercice de démocratie locale organisé par l'association d'[Agroparc](#) et animé par le rédacteur en chef de [L'Echo du Mardi](#), [Laurent Garcia](#) ?

En voici la vidéo !

En présence de 500 avignonnais, a eu lieu ce lundi 02 mars LE DEBAT sur les enjeux économiques et territoriaux avec les candidats aux élections municipales d'Avignon et les acteurs locaux d'Agroparc .

Encore merci pour la bonne tenue des débats aux 7 candidats sur 8 ayants répondu présent.

Soit dans l'ordre officiel:

- [Jean-pierre Cervantes](#) (EELV), conseiller municipal d'opposition
- Denis Schmid (parti animaliste)
- [Faryssy Farid](#), [Avignon Citoyenne et Populaire](#)(FI), avocat
- [Sylvie Viala-Tavakoli - Avignon 2020](#), (DIV), universitaire



Ecrit par le 4 juillet 2024

- Frédéric [Tacchino Avignon 2020](#) (REM), Directeur du Campus Sud Pole emploi
- Michel [Bissiere 2020 Avignon en Grand](#), (LR) conseiller régional
- [Cécile Helle 2020](#) (DIVG), maire sortante

https://www.youtube.com/watch?v=YwG_8WmgC_s&feature=youtu.be